

CONDITIONS GENERALES D'ACHAT – FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Article 1. Objet - Pièces contractuelles

Les présentes conditions générales d'achat (« CGA » ou « CGA-FCS ») sont de plein droit applicables aux commandes émises par le Mucem pour un achat de **fournitures courantes et de services**.

Le contrat régi par les présentes CGA est constitué par les pièces mentionnées à l'article 1 des Conditions Particulières d'Achat (CPA) applicables au présent marché.

L'objet du besoin du Mucem, son contenu et ses spécifications techniques et les résultats attendus sont précisés dans les CPA, le CCTP et ses annexes.

Les conditions de vente du titulaire ne s'appliquent que si elles ont été négociées et acceptées par un écrit signé par le Mucem. Dans ce cas, elles arrivent en dernier dans la liste de préséance des pièces.

Le titulaire s'assure, préalablement à la réalisation de sa prestation, d'avoir reçu un bon de commande ou des CPA signées par les deux parties. La commande n'engage le Mucem que si elle est signée par un représentant du Mucem dûment mandaté pour émettre des commandes. Les commandes passées verbalement ou par téléphone ne sont valables que si elles sont confirmées par écrit.

Aucune modification des éventuelles dispositions particulières d'un bon de commande et/ou CPA n'est admise avant accord du Mucem, signature et entrée en vigueur d'un avenant ou bon de commande rectificatif ou complémentaire.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de la commande et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Article 2. Durée et délais d'exécution

La durée et les délais d'exécution de la prestation sont fixés dans les CPA ou le bon de commande.

Les délais d'exécution courent à compter de la notification des CPA ou du bon de commande (si pas de CPA) au titulaire.

Article 3. Conditions d'exécution des prestations

3.01 Lieux et modalités de livraison ou d'exécution

Les lieux de livraison et/ou d'exécution sont indiqués dans les CPA ou le bon de commande. Chaque livraison donne lieu à l'émission d'un bon de livraison.

3.02 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution des prestations.

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer

clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Article 4. Prix des prestations

Les prix sont fermes et non actualisables. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix comprennent également, le cas échéant, toute documentation permettant d'assurer le fonctionnement et la maintenance des prestations/objet de la commande.

Article 5. Modalités de facturation

Les factures, conformes au code général des impôts, sont envoyées au Mucem par le titulaire postérieurement à l'exécution de la commande.

Le titulaire utilise le **portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: <https://choruspro.gouv.fr>** aux fins de déposer sa facture ou de la saisir directement sur le portail Chorus Pro.

Pour les saisies de factures dans Chorus, les éléments suivants concernant le Mucem doivent être renseignés par le titulaire :

- SIRET du Mucem : 13001789000026
- TVA Intracommunautaire du Mucem : FR95130017890
- Numéro d'Engagement Juridique (EJ) communiqué par le Mucem au titulaire au fur et à mesure de leur émission, par exemple : EJ/010/2023/0000073

Un ensemble de fiches pratiques est téléchargeable ici : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>.

Article 6. Modalités de règlement – délais de paiement

Les factures sont honorées après constat du service fait par l'acheteur.

Conformément aux articles R2191-21 et R2191-22 du Code de la Commande Publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à acompte.

Par conséquent, le versement des acomptes se fera sur la production de facture correspondant à l'état d'avancement des prestations. L'émission de facture se fera par trimestre. Le délai peut être ramené à un mois à la demande du titulaire. Les factures sont honorées après constat du service fait par l'acheteur, par tout moyen prévu par la comptabilité publique. Les CPA ou le bon de commande peuvent prévoir d'autres modalités d'acompte et de périodicité de facturation.

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture émise par le titulaire après service fait.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises et des pénalités. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

En cas de désaccord sur le contenu de la facture, le paiement pourra être effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par le Mucem, déduction faite des pénalités éventuellement dues.

Article 7. Sous-traitance

En cas de sous-traitance des prestations, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du contrat. L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés par acte spécial. Le titulaire indique en outre, pour les sous-traitants à payer directement le compte à créditer.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS ; notamment, l'acheteur notifiera à chaque sous-traitant concerné, la copie de l'acte spécial après signature.

Article 8. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

A tout moment durant l'exécution du contrat le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 9. Vérification et admission des prestations

L'acheteur vérifie la bonne exécution des prestations dans un délai de **cinq jours ouvrés** à compter de la livraison ou de l'exécution des prestations.

Si les opérations de vérification sont positives, l'enregistrement du « service fait » dans la comptabilité du Mucem vaut admission sans réserve.

Dans le cas contraire, l'acheteur notifie une décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

En cas d'ajournement, le titulaire est tenu d'effectuer une nouvelle livraison ou une nouvelle réalisation dans un délai maximum de 15 jours.

Article 10. Garantie

Sauf mention contraire dans le mémoire du titulaire, dans le bon de commande ou les CPA, les prestations et fournitures sont garanties pendant une durée de douze mois à compter de leur admission.

Article 11. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas de retard imputable au titulaire, celui-ci encourt une pénalité de **50 euros par jour ouvré de retard** sans qu'il soit nécessaire d'inviter le titulaire à formuler ses observations.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités. Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Les CPA peuvent prévoir d'autres pénalités ou des pénalités plus importantes.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, les pénalités ne seront pas soumises à l'obligation de mise en demeure préalable.

L'application de pénalités n'exonère pas le titulaire de la réparation du préjudice subi pour son montant effectif au cas où sa responsabilité serait engagée.

Ces pénalités ne sont pas appliquées si le titulaire prouve que le non-respect de ses obligations contractuelles résulte d'un cas de force majeure.

L'application des pénalités ne préjuge pas et ne fait pas obstacle à la faculté pour l'acheteur de résilier le contrat en cas de manquement par le titulaire à ses obligations après mise en demeure.

Le montant cumulé de toutes les pénalités éventuellement encourues par le titulaire sera défalqué directement par le Mucem du montant des factures présentées par le titulaire.

Une remise de pénalité peut être accordée au titulaire par le Mucem sur décision spéciale et motivée, eu égard :

- aux efforts du titulaire accomplis pour limiter le préjudice subi
- au préjudice effectivement subi
- à la proportion entre le montant de la pénalité et le montant du contrat

Article 12. Droit applicable et règlement des contestations

Le droit applicable est le droit français. En cas de difficulté pour l'interprétation ou l'exécution des présentes conditions générales d'achat, les parties veilleront à rechercher de bonne foi une solution amiable préalablement à toute action contentieuse.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution du marché qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent de la compétence du tribunal administratif de Marseille.

Article 13. Dérogation au CCAG-FCS

Art CGA	Intitulé de la dérogation	Article CCAG-PI
11	Pénalités	14.1

Article 14. Acceptation du présent document

Le présent document est accepté par le titulaire pour le marché de création d'un espace de jeux inclusif pour enfants sur le Fort Saint-Jean :

A,

Le :

Signature :